

LE COMMERCE

ZONES EUROPÉENNES DU COMMERCE—OBSERVATIONS ATTRIBUÉES AU PRÉSIDENT DU «BOARD OF TRADE» DU ROYAUME-UNI

Tout ce que je puis dire, c'est que rien n'a été révélé qui fût de caractère confidentiel. De fait, les renseignements avaient été révélés dans les journaux ou dans des nouvelles avant qu'on en parle en cette Chambre.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Les nouvelles parues dans les journaux américains étaient purement et simplement des nouvelles et ne parlaient aucunement d'une fuite ou de quelque chose du genre.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je ne pense pas qu'on puisse tenir le premier ministre pour responsable de ce qui se publie dans les journaux des États-Unis.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre pourrait-il dire si le gouvernement a reçu quelque message de quelque pays intéressé s'élevant contre cette prétendue indiscretion du premier ministre.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, la seule prétendue indiscretion se trouve dans la communication d'un correspondant et nous n'avons reçu aucune protestation des pays intéressés.

LA DÉFENSE NATIONALE

RÉGION DE TRACADIE (N.-B.)—RÈGLEMENT DES DEMANDES EN DOMMAGES-INTÉRÊTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H.-J. Robichaud (Gloucester): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si une décision définitive a été prise au sujet du règlement des demandes d'indemnité auxquelles ont donné lieu les dommages causés l'été dernier dans la région de Tracadie par un avion de l'ARC de la base aérienne de Chatham; dans le cas de l'affirmative, le paiement sera-t-il fait bientôt?

L'hon. D. S. Harkness (ministre de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur, une demande a déjà été réglée et payée. Pour ce qui est des autres réclamants, on a donné l'autorisation de négocier le règlement de toutes les demandes, sauf trois à l'égard desquelles on n'a pas encore établi la propriété des biens endommagés. On s'attend qu'un avocat du ministère visite la région au cours de la semaine prochaine ou des dix prochains jours afin de payer les divers particuliers intéressés.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. M. Benidickson (Kenora-Rainy-River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances, qui a dit que des représentants du gouvernement ont suivi de près la conférence des Sept en Europe.

Le ministre a-t-il écouté, au réseau de Radio-Canada, ce matin, le bulletin de nouvelles provenant directement de Londres au cours duquel on nous a fait entendre un enregistrement de la déclaration du président du *Board of Trade* qui revenait de cette conférence? M. Maudling a dit que le groupe des Sept avait admis sans réserve que de nouvelles ouvertures seraient faites au groupe des Six du Marché commun, mais il a indiqué qu'en plus il fallait faire aussi pressentir de nouveau les États-Unis en vue d'assurer la libération des échanges commerciaux.

Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi il n'a pas été question, dans les remarques du président du *Board of Trade*, de pressentir le Canada en vue d'obtenir une réduction des droits de douane? Et le ministre est-il d'avis que cela s'expliquerait par la rebuffade que le Royaume-Uni a essuyée à Montréal il y a deux ans?

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député pose sa question d'une manière telle que le ministre n'est pas obligé d'y répondre. Il est permis de poser des questions visant la conférence, mais par la façon dont l'honorable député pose la sienne, il cherche à rendre le ministre administrativement responsable d'une déclaration faite par le président du *Board of Trade* du Royaume-Uni.

M. Benidickson: J'ai demandé si les observateurs du gouvernement du Canada ont signalé au ministre une raison qui expliquerait pourquoi le président du *Board of Trade* a fait savoir, après la conférence des Sept, que des ouvertures seraient faites auprès des États-Unis, sans mentionner du tout, lorsqu'il a été question de faire pressentir les États-Unis, qu'on en ferait de même pour le Canada.

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté l'émission en cause ce matin. Il s'agissait de certains extraits d'une déclaration que le président du *Board of Trade* a faite à son retour à Londres. On n'a pas prétendu reproduire toute la déclaration en cause. J'ignore donc ce qu'était la teneur de la déclaration complète du président du *Board of Trade*.

Il a signalé que le Royaume-Uni et d'autres membres du groupe des Sept souhaiteraient